

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



SOMMET
ANTI-CORRUPTION
KINSHASA **2025**

**DÉPLOYER UN CADRE
DE CONFORMITÉ POUR
TRANSFORMER LA
GOUVERNANCE ET BÂTIR
UNE NATION INTÈGRE**



**UNIS CONTRE
LA CORRUPTION**



United Nations
Global Compact

25
YEARS

Sommaire

À propos du sommet	3
Axes majeurs abordés	4
Gouvernance, cadre juridique et coopération internationale	4
Rôle du secteur privé, des banques et de la conformité	5
Éducation, éthique et foi : bâtir une culture d'intégrité	6
Impact économique de la corruption et climat des affaires	6
Principales recommandations issues du Sommet	7
Conclusion	8
À propos d'UNIS CONTRE LA CORRUPTION (UCLC)	9

À propos du sommet

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, **UNIS CONTRE LA CORRUPTION (UCLC)**, en partenariat avec **UN Global Compact RDC**, a organisé le **Sommet National de Lutte contre la Corruption**.

Cet événement d'envergure nationale a réuni :

- des institutions publiques,
- des représentants du secteur privé,
- des partenaires internationaux,
- des experts juridiques et économiques,
- des universités,
- des confessions religieuses,
- et la société civile.

Objectif principal :

Créer un espace de dialogue constructif pour identifier des solutions concrètes, durables et inclusives afin de renforcer la gouvernance, l'intégrité et la transparence en République Démocratique du Congo.

Axes majeurs abordés

Le Sommet s'est articulé
autour de **quatre grands
panels thématiques**,
complémentaires et
interdépendants.



Gouvernance, cadre juridique et coopération internationale

Les échanges ont mis en évidence que la lutte
contre la corruption est un **enjeu collectif**
nécessitant :

- une coopération internationale renforcée,
- une synergie entre l'État, le secteur privé
et la société civile,
- un cadre juridique aligné sur les standards
internationaux.

Les partenaires internationaux ont partagé
leurs expériences en matière de :

- gouvernance du secteur minier,
- transparence fiscale,
- digitalisation des finances publiques,
- renforcement des capacités
institutionnelles.

L'Agence de Prévention et de Lutte contre la
Corruption (APLC) a rappelé son rôle central
autour de trois piliers : **prévention, détection
et répression**, tout en soulignant l'importance
des partenariats et des outils de dénonciation.



Rôle du secteur privé, des banques et de la conformité

Les discussions ont montré que la corruption
résulte souvent de **défaillances systémiques**
plutôt que d'actes isolés.

Les secteurs bancaire et télécom ont partagé
des bonnes pratiques en matière de :

- gouvernance d'entreprise,
- programmes de conformité et d'éthique,
- détection des transactions suspectes,
- mécanismes de dénonciation crédibles,

- formation continue des collaborateurs et
partenaires.

Message clé :

La conformité n'est pas une contrainte, mais
un **levier de performance, de crédibilité et
d'attractivité économique**.



Éducation, éthique et foi : bâtir une culture d'intégrité

Ce panel a souligné que la corruption est aussi un **phénomène culturel et éducatif**.

Les intervenants ont insisté sur :

- le rôle fondamental de la famille dans la transmission des valeurs,
- l'importance de l'éducation civique, morale et éthique,
- la contribution des universités et des confessions religieuses,
- la nécessité de digitaliser certains processus éducatifs pour réduire les risques de corruption.

L'Université de Kinshasa a annoncé la création d'un **Institut de Recherche Anti-Corruption**, destiné à analyser les causes profondes de la corruption et à proposer des solutions structurelles.



Impact économique de la corruption et climat des affaires

Les échanges ont démontré que la corruption constitue :

- un frein majeur à l'investissement,
- un obstacle à la création d'emplois,
- un facteur de perte de confiance des investisseurs,
- un coût économique significatif pour l'État et la société.

Les experts ont mis en avant l'importance de :

- l'application effective des lois existantes,
- la digitalisation complète des procédures administratives,
- la sécurité juridique des investissements,
- la conformité comme outil de compétitivité économique.



Principales recommandations issues du Sommet

► Pour l'État et les institutions publiques

- Réformer et moderniser le cadre légal anticorruption
- Protéger les lanceurs d'alerte
- Renforcer la digitalisation des services publics
- Garantir l'indépendance et les moyens de la justice

► Pour le secteur privé

- Mettre en place des programmes de conformité robustes
- Adopter des standards internationaux d'éthique et de gouvernance
- Collaborer avec les autorités et la société civile

► Pour les partenaires internationaux et la diaspora

- Soutenir les réformes structurelles
- Accompagner la digitalisation de l'administration
- Encourager les investissements responsables

► Recommandation transversale majeure

- **Créer une Commission nationale anticorruption inclusive**, réunissant acteurs publics, privés et société civile, afin de coordonner une feuille de route nationale cohérente.

Conclusion

Le Sommet National de Lutte contre la Corruption a permis de dégager un **consensus fort** :

la lutte contre la corruption est
**une condition
indispensable au
développement
durable,**
à la stabilité institutionnelle et
à la confiance économique.

Les participants ont exprimé leur engagement à accompagner l'État congolais dans la mise en œuvre des recommandations formulées, convaincus qu'une gouvernance fondée sur l'éthique, la transparence et la redevabilité est possible.



À propos d'UNIS CONTRE LA CORRUPTION (UCLC)

UNIS CONTRE LA CORRUPTION est une organisation engagée dans la promotion de l'intégrité, de la bonne gouvernance et de la transparence, œuvrant à mobiliser les citoyens, les institutions et le secteur privé autour d'actions concrètes contre la corruption.

Fait à Kinshasa

Mirame Mukuna Elonga
Fondatrice – UNIS CONTRE LA CORRUPTION



NOUS CONTACTER

+243 817 378 308

contact@uniscontrelacorruption.com

www.uniscontrelacorruption.com



**UNIS CONTRE
LA CORRUPTION**

Rejoignez-nous pour construire
une RDC intègre, juste et
responsable.